

Des « mouvements pacifistes » aux « mouvements anti-occupation » israéliens.

Matériau pour une réflexion sur les mobilisations contre l'occupation de 1967 à nos jours

Karine Lamarche

Mots clés/Keywords

Pacifistes, camp de la paix, militants israéliens, mouvement anti-occupation / *Peace camp, israeli activists, anti-occupation movement, pacifists*

Résumé

Dès les années suivant la conquête des territoires palestiniens par Israël lors de la guerre des Six jours de 1967, des groupes militants ont commencé à se mobiliser, dans ce pays, pour mettre en garde contre les dangers de l'occupation sur le long terme et pour appeler à échanger les territoires nouvellement conquis contre des frontières sûres. Parmi eux, le plus connu est probablement *Shalom Ah'shav* (« La paix maintenant »), fondé en 1978 par des officiers réservistes pour influencer les négociations de paix entre l'Égypte et Israël. Souvent présenté comme le représentant le plus légitime du « camp de la paix » israélien, ce mouvement est pourtant loin de recueillir l'adhésion de tous ceux qui se mobilisent contre l'occupation, notamment depuis le déclenchement de la seconde Intifada. Cette période a en effet constitué, comme cet article le montrera, un moment de rupture dans l'histoire des mouvements pacifistes israéliens, amenant des formes de protestation plus subversives à se développer au sein de nouveaux groupes militants, tandis que le mouvement de masse qui avait existé jusqu'alors se disloquait. Elle a par ailleurs contribué à raviver l'opposition modérés/radicaux, souvent présentée comme principale ligne de fracture d'un camp de la paix qui serait divisé entre d'un côté des pacifistes patriotes, inquiets du risque de corruption morale lié à l'occupation et de l'autre des militants non- voire antisionistes préoccupés principalement par le sort des Palestiniens. Nous verrons ici que cette dichotomie modérés/radicaux présente des limites de taille et qu'elle ne peut s'envisager que dans une perspective structurelle et dynamique. Ainsi, nous montrerons que la radicalisation prônée par de nombreux militants et initiatives de la seconde Intifada est avant tout le fait d'un travail de labellisation mené par les autorités étatiques et par les médias, ainsi que le produit d'un rapport de force sur le terrain de plus en plus difficile avec les représentants de l'ordre, contribuant à rendre les répertoires d'actions d'autant plus transgressifs.

Cet article présentera divers groupes et organisations qui ont contribué à écrire l'histoire du mouvement pacifiste israélien, de manière non-exhaustive et suivant un développement chronologique. La première partie sera consacrée aux années succédant la conquête des territoires palestiniens, caractérisées par des mobilisations pacifistes à caractère sécuritaire (« le Mouvement pour la paix et la sécurité », *Oz Ve'Shalom*, « la Paix Maintenant », etc.) mais aussi par la première initiative de protestation israélo-palestinienne conjointe (le « Comité de solidarité avec l'Université Bir Zeit »). Dans un second temps, nous examinerons la période des années 80 marquée par la guerre du Liban puis par la première Intifada, et qui vit l'émergence d'un mouvement pacifiste de masse. Celui-ci se caractérisa notamment par l'apparition de nombreuses organisations créées dans le but de défendre les droits de l'homme (*HaMoked*, les « Rabbins pour les droits de l'homme », ICAHD, *B'Tselem*, etc.), mais aussi de groupes dénonçant, de manière plus ou moins subversive, l'occupation et ses conséquences sur la société israélienne (*Da' La'Kibush*, *The 21st Year*, les « Femmes en Noir », etc.). Oslo constitue évidemment un moment charnière pour le camp de la paix israélien puisque le projet pour lequel celui-ci s'était mobilisé sembla sur le point d'aboutir pour finalement échouer radicalement. Suite à l'espoir suscité par les négociations entre le gouvernement israélien et l'OLP, la dégradation très rapide de la situation sur le terrain (assassinat d'Yitzhak Rabin, massacre commis par Baruch Goldstein à Hébron, intensification de la colonisation, bouclages répétés en Cisjordanie, reprise des attentats-suicides, etc.) provoqua une déception amère des deux côtés. Lorsque, en juillet 2000, Ehud Barak revint de Camp David en déclarant qu'Arafat avait rejeté la paix qui lui était proposée puis lorsqu'éclata la seconde Intifada quelques mois plus tard, le mouvement pacifiste acheva de s'effondrer. Il fallut attendre quelques mois pour qu'apparaissent de nouveaux groupes dénonçant la violence de la répression israélienne. Nous aborderons cette dernière partie à travers la présentation de certains

d'entre eux (*Ta'ayush*, *Machsom Watch*, les « Anarchistes contre le mur », *Shovrim Shtika*, les « Combattants pour la paix », *Bnei Avraham*) qui, au-delà de leurs différences, ont comme caractéristique de s'être heurtés, ces dernières années, à l'hostilité croissante d'une majorité de la population israélienne. Nous montrerons également que la disparition du mouvement de masse a contribué au développement de répertoires d'actions mettant en avant la coopération de terrain avec des partenaires palestiniens, et amenant ainsi plus fréquemment les militants engagés à des confrontations avec les détenteurs du monopole de la violence légitime.

Fin août 2008, les journaux du monde entier annonçaient la mort d'Abie Nathan, usant pour le décrire de qualificatifs aussi élogieux que « père du pacifisme israélien », « militant infatigable du rapprochement israélo-arabe », « pionnier », « champion » ou encore « héros de la paix ». L'homme, né en Perse en 1927, s'était rendu célèbre par sa tentative de visite au président égyptien Nasser en 1966, par ses rencontres avec Yasser Arafat à une époque où celles-ci étaient prohibées et surtout par la création d'une radio pirate « La voix de la paix » qui avait émis depuis les eaux internationales pendant une vingtaine d'années. Un hommage quasi-unanime lui fut rendu par les dirigeants israéliens de même que par le représentant de l'Autorité palestinienne. Mais dans le « camp de la paix », très peu fut dit ou écrit sur celui que l'on présentait pourtant volontiers comme le père du pacifisme israélien. Ce décalage entre l'hommage politique rendu à Abie Nathan et l'apparente indifférence de ceux qui constituent aujourd'hui la force vive de l'opposition à l'occupation peut s'expliquer assez facilement, semble-t-il, par l'individualisme de son engagement qui apparut souvent plus romantique que politique et auquel il mit fin avec Oslo, convaincu que son rêve de paix avait enfin abouti. Or les mobilisations qui émergèrent à partir des années 2000 se distinguent des précédentes et témoignent – comme nous le verrons dans les pages à venir – d'un nouvel âge du militantisme israélien qui de « pacifiste » est devenu « anti-occupation ».

Abstract

Since the years following the conquest of Palestinian territories by Israel in its 1967 "Six Day" War, activist groups have repeatedly formed in this country and warned of the dangers harbored by long-term occupation, calling out to give up the newly conquered territories in return for secure borders. Among them, the best-known is probably "Peace Now", founded in 1978 by reserves officers in order to influence the peace negotiations then taking place between Egypt and Israel. Although it is often presented as the most legitimate representative of Israel's so-called 'peace camp', many Israelis involved against the occupation don't identify with its positions, especially since the outbreak of the Second Intifada.

As this article shows, this period actually generated about a rupture in the history of the Israeli anti-occupation mobilizations, introducing forms of more subversive protest by new activist formations, while the more massive movement that existed until then all but disappeared. It has, moreover, contributed to reinforce the existing opposition of moderates versus radicals, often presented as a principal dividing line within the peace camp, separating patriotic 'peaceniks' on the one hand, concerned with the risk of moral corruption associated with long-term occupation, and on the other hand non- or even anti-Zionist activists principally concerned with the fate of the Palestinians. We shall see here that this 'moderates vs. radicals' dichotomy is unsatisfactory and that it cannot be regarded other than in a structural and dynamic perspective. Thus, we shall show that the radicalization ascribed to many activists and initiatives during the Second Intifada years is, first and foremost, an act of labeling on the part of state authorities and the media, but also the result of the actual relations on the ground with the law enforcers, that become more and more problematic and contribute to the escalation in the use of force.

*This article presents various groups and organizations that have contributed to the history of the Israeli peace movement, non-exhaustively and in chronological sequence. The first part will be devoted to the years immediately following the occupation of Palestinian territories, characterized by more security-minded trends of action ("The Movement for Peace and Security", *Oz Ve'Shalom*, "Peace Now", etc.), but also the beginnings of joint Israeli-Palestinian protest ("The Committee of Solidarity with Bir Zeit University"). The second period to be examined is that of the 1980s, marked by the Lebanon War and, subsequently, the First Intifada, witnessing the emergence of a peace mass-movement. This was characterized notably by the appearance of several organizations created for the defense of human rights (*HaMoked*, "Rabbis for Human Rights", ICAHD, *B'Tselem* etc.), but also groups more or less subversively denouncing the occupation and its consequences within Israeli society (*Dai La'Kibush*, "The Twenty-First Year", "Women in Black", etc.). The Oslo Accords period constitutes a decisive moment for the Israeli peace camp, for the goal towards which it had been committed seemed about to be realized but eventually failed completely. Hope kindled by negotiations between the Israeli government and the PLO, was followed by rapid decline on the ground (the assassination of Yitzhak Rabin, the massacre perpetrated by Baruch Goldstein in Hebron, the intensification of Israel's colonization project, repeated closures of the West Bank, suicide bombings etc.), generating deep and bitter disappointment on both sides. When, in July 2000, Ehud Barak came back from Camp David and announced that Arafat had rejected peace which was offered to him, and several months later the Second Intifada broke out, the collapse of the*

peace movement was complete. Several months had to pass until new groups would appear on the scene, denouncing the Israel violent reaction. We shall tackle this last part by presenting several of them (Ta'ayush, Machsom Watch, "Anarchists Against the Wall", Shovrim Shtika, "Combatants for Peace", Bnei Avraham) who, in spite of their difference, share to have encountered a growing hostility amidst the majority of the Israeli population. We shall also show that the disappearance of the mass-movement contributed to the development of repertoires of contentious actions that promote cooperation on the ground with Palestinian partners, thus frequently placing activists in confrontation with the law enforcers.



Fin août 2008, les journaux du monde entier annonçaient la mort d'Abie Nathan, usant pour le décrire de qualificatifs aussi élogieux que « père du pacifisme israélien », « militant infatigable du rapprochement israélo-arabe », « pionnier », « champion » ou encore « héros de la paix ». L'homme, né en Perse en 1927, s'était rendu célèbre par sa tentative de visite au président égyptien Nasser en 1966, par ses rencontres avec Yasser Arafat à une époque où celles-ci étaient prohibées et surtout par la création d'une radio pirate « La voix de la paix » qui avait émis depuis les eaux internationales pendant une vingtaine d'années. Un hommage quasi-unanime lui fut rendu par les dirigeants israéliens de même que par le représentant de l'Autorité palestinienne. Mais dans le « camp de la paix », très peu fut dit ou écrit sur celui que l'on présentait pourtant volontiers comme le père du pacifisme israélien. Ce décalage entre l'hommage politique rendu à Abie Nathan et l'apparente indifférence de ceux qui constituent aujourd'hui la force vive de l'opposition à l'occupation peut s'expliquer assez facilement, semble-t-il, par l'individualisme de son engagement qui apparut souvent plus romantique que politique et auquel il mit fin avec Oslo, convaincu que son rêve de paix avait enfin abouti. Or les mobilisations qui émergèrent à partir des années 2000 se distinguent des précédentes et témoignent – comme nous le verrons dans les pages à venir - d'un nouvel âge du militantisme israélien qui de « pacifiste » est devenu « anti-occupation ».

La plupart des recherches académiques sur la question datent des années 90¹ et on trouve de ce fait peu de matériau scientifique portant sur la période post-2000, à l'exception de quelques articles². L'un des points communs de ces travaux est d'analyser le « mouvement pour la paix » israélien au prisme d'une opposition modérés/radicaux. Les premiers, soucieux pour la sécurité à long terme de leur pays et inquiets du risque de corruption morale lié à l'occupation, défendraient la paix dans l'intérêt d'Israël. Les seconds, préoccupés principalement par le sort des Palestiniens, s'opposeraient à l'occupation en tant que telle, sans nécessairement chercher à convaincre leurs compatriotes que l'évacuation des territoires leur apportera la sécurité qu'ils espèrent. Dans le premier cas, l'engagement se présente donc comme une preuve de patriotisme et les références au sionisme sont souvent mobilisées alors que dans le second, il s'inscrit dans une tradition plus internationaliste de défense des droits de l'homme, d'opposition au colonialisme, de solidarité avec les peuples en lutte pour leur auto-détermination, et véhicule potentiellement un message post- voire antisioniste. Cette dichotomie présente, selon nous, plusieurs limites notamment dues au fait qu'elle occulte souvent l'importance du travail d'étiquetage mis en place par les différents acteurs en jeu (alliés, opposants, etc.) et fait de la radicalité - ou de la modération - une caractéristique essentielle et absolue de certains groupes. Il nous semble donc important de la replacer dans une perspective dynamique à même de rendre compte des ressorts à l'œuvre dans la structuration du « camp de la paix » et dans les processus d'étiquetage de ses différents acteurs. Cet article suivra un déroulement chronologique et aura à cœur de montrer, à travers une présentation non-exhaustive d'organisations et de groupes opposés à l'occupation, que s'il existait un mouvement de masse susceptible d'influencer l'opinion publique et de faire pression sur les instances décisionnelles jusqu'à la période d'Oslo, celui-ci s'est totalement effondré en 2000, laissant place à un ensemble de groupes pour le moins hétérogène. Cette caractéristique n'est pas inédite et Tamar Hermann notait déjà à propos des années 90 que le « mouvement pacifiste » était « un agrégat fortement décentralisé d'organisations de tailles différentes, [ayant des] vues sur le monde, et des buts assez divers, qui ont habituellement développé des programmes idéologiques et stratégiques

¹ Notamment Reuven Kaminer. 1996. *The Politics of Protest. The Israeli Peace Movement and the Palestinian Intifada*. Brighton: Sussex Academic Press – Mordechai Bar-On. 1996. *In pursuit of Peace. A history of the Israeli peace movement*. Washington DC: United States Institute of Peace Press ; ainsi que les travaux de Tamar Hermann.

² On peut citer par exemple : Daniel Dor. "Is there anything we might call dissent in Israel? And if there is, why isn't there?" *Critical Inquiry*. Vol. 32. N°2. Winter 2006 - Neve Gordon. « The Israeli Peace Camp in Dark Times ». *Peace Review*. Vol 15. N°1. Mars 2003 – Paul Kessler « The Ongoing struggle of the Israeli Peace Camp » *European Judaism*. Vol 35. 2002 – Ofira Seliktar. "Tenured Radicals" in Israel: From New Zionism to Political Activism". *Israel Affairs*. Vol 11, Issue 4. Oct. 2005.

indépendamment les uns des autres »³. Mais avec la seconde Intifada, il devient d'autant plus vrai que c'est « en fonction de projets, de définitions de la situation et de visées tactiques disparates que des individus convergent vers ce qu'ils se représentent plus ou moins à tort comme une 'même' cause » pour reprendre les critiques que Lilian Mathieu formule à propos de l'idée que les actions collectives seraient le résultat de fins partagées⁴. Nous verrons que si le mouvement *Shalom Ah'shav* (« La paix maintenant »⁵), peut servir en quelques sortes de baromètre pour mesurer la santé du mouvement de masse, cela ne suffit pas à prouver la pertinence de cette opposition modérés/radicaux.

La première partie sera consacrée aux années succédant la conquête des territoires palestiniens, caractérisées par des mobilisations pacifistes à caractère sécuritaire mais aussi par la première initiative de protestation israélo-palestinienne conjointe. Dans un second temps, nous examinerons la période clé de la première Intifada qui fut marquée par l'émergence de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme ainsi que par des initiatives plus subversives de questionnement autour de l'impact de l'occupation sur la société israélienne. Oslo sera présenté comme un moment charnière puisque le projet de paix pour lequel s'était battu le camp pacifiste sembla sur le point d'aboutir pour finalement échouer radicalement et marquer l'effondrement du mouvement pacifiste de masse. Enfin, nous aborderons la seconde Intifada, en s'interrogeant sur ce qu'il reste de l'opposition modérés/radicaux et plus précisément sur ce qui est souvent annoncé, à cette période, comme une radicalisation des mobilisations contre l'occupation.

***Shalom Ah'shav* et le « Comité de solidarité avec Bir Zeit », deux approches de l'engagement pour la paix**

Bien qu'il ait existé des initiatives de rapprochement judéo-arabe ainsi que des organisations pacifistes de nombreuses années avant la guerre des Six Jours, notamment l'association *Brit Shalom* (« Alliance de la paix ») qui prônait, dans les années 20, la création d'un État binational, nous avons fait le choix de commencer notre exploration après 1967 puisque ce sont les mobilisations contre l'occupation qui nous intéressent plus particulièrement ici. Cette date, qui marqua la victoire d'Israël sur les pays arabes, constitua un tournant sans précédent dans l'histoire du pays, puisqu'elle lui permit de multiplier par quatre sa superficie⁶ mais le rendit également responsable de plus d'un million de civils supplémentaires, pour la plupart palestiniens. L'espoir et la joie suscités dans la population israélienne par cette conquête furent énormes, certains y voyant une possible réalisation du Grand Israël⁷, et d'autres, une majorité à l'époque, l'appréhendant comme un moyen de négocier la paix avec des voisins hostiles. Rapidement, les premiers, poussés par l'idéologie messianique, entreprirent de peupler les territoires de colonies juives, encouragés à partir de 1977 par le gouvernement Likoud tandis que les seconds s'organisaient pour demander un échange des territoires contre la paix et dénoncer les entreprises de colonisation mettant en danger cette solution. Parmi ces initiatives, on trouve notamment le « Mouvement pour la Paix et la Sécurité » (*Hatnua Leshalom vebitha'on*), que Mordechai Bar On identifie comme le premier mouvement pacifiste du pays⁸, *Oz VeShalom* (« Force et Paix ») groupe d'universitaires religieux, ou encore le « Conseil Israélien pour la Paix israélo-palestinienne », sorte de *think-tank*, dont les fondateurs développèrent des relations avec des leaders de l'OLP.

Mais l'âge d'or du mouvement pacifiste israélien commença véritablement en 1978, lorsqu'un groupe de trois cent quarante-huit officiers réservistes adressa une lettre au gouvernement pour lui demander de cesser l'occupation des territoires. Cette initiative se voulait, dans le contexte des négociations israélo-égyptiennes, un avertissement au gouvernement Begin : « une politique gouvernementale qui conduirait à la domination de plus d'un million d'Arabes affaiblirait probablement le caractère démocratique juif de l'État et rendrait difficile notre identification avec la voie [choisie par] l'État d'Israël »⁹. La campagne qui suivit permit de récolter près de dix mille signatures et marqua la naissance de ce qui devint l'un des plus importants mouvements pacifistes

³ Tamar Hermann. « The Sour Taste of Success. The Israeli Peace Movement. 1967-1998 ». In Benjamin Gidron, Stanley Katz, Yeheskel Hasenfeld. (Ed.) 2002. *Mobilizing for Peace. Conflict Resolution in Northern Ireland, South Africa and Israel/Palestine*. New York: Oxford University Press. p. 96.

⁴ Lilian Mathieu. 2004. *Comment lutter ? Sociologie et mouvements sociaux*. Paris : Textuel. p. 19.

⁵ Nous avons pris le parti de donner les noms des groupes et mouvements dans leur langue originale (l'hébreu sauf précision contraire) avec traduction entre parenthèses, sauf lorsqu'ils désignent les militants eux-mêmes (ex : les « Rabbins pour les droits de l'homme » ; les « Anarchistes contre le mur »), ou l'organisation (ex : « Le Mouvement pour la Paix et la Sécurité » ; « Le comité public contre la torture », etc.) auquel cas on utilisera des guillemets.

⁶ Israël conquit la Cisjordanie, la bande de Gaza, Jérusalem est, le Sinaï ainsi que le plateau du Golan. Le Sinaï fut rendu à l'Égypte suite à un traité de paix signé en 1979 et la bande de Gaza évacuée en août 2005.

⁷ C'est-à-dire la terre d'Israël dans ses frontières bibliques, comprenant toute la Palestine mandataire et même au-delà.

⁸ Mordechai Bar-On. 1996. *Op. cit.*, p. 60.

⁹ Lettre des Officiers publiée en mars 1978 et consultée sur le site de *Shalom Ah'chav* le 20 août 2008. URL : <http://www.peacenow.org.il/site/he/peace.asp?pi=43&docid=62>

israéliens, en terme d'effectifs et d'impact : *Shalom Ah'chav*. En septembre de la même année, à la veille de la visite de Begin à Camp David, environ cent mille Israéliens défilèrent sous cette bannière et l'influence que ce mouvement extra-parlementaire eut sur l'aboutissement des négociations fut une première dans l'histoire politique d'Israël. Il est intéressant de noter que ce premier succès de *Shalom Ah'chav*, qui l'encouragea à se maintenir sur la scène politique, avait bien peu à voir avec la question palestinienne. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si le groupe décida de recentrer son action sur la question de la colonisation et si son premier engagement après les Accords de Camp David fut contre le *Gush Emunim* (« Bloc de la Foi »¹⁰). Contrairement à des formations politiques de l'extrême-gauche telles que le Parti communiste israélien, le *Matzpen* (« Boussole »)¹¹ ou le petit parti *SHELI* (acronyme de *Shalom le'Israel*, « Paix pour Israël ») qui insistaient sur la centralité de la question palestinienne dans la résolution du conflit et sur la nécessité de parler avec l'OLP, *Shalom Ah'chav* parlait surtout de paix avec les pays arabes voisins et évitait ainsi de se pencher sur des aspects plus controversés de la situation¹².

En novembre 1981, l'Université Bir Zeit située près de Ramallah fut le théâtre de manifestations contre la création de l'Administration Civile¹³. En réponse à cette vague de protestations, l'armée décida de fermer l'université pendant deux mois. Des contacts existaient depuis une dizaine d'années entre certains enseignants palestiniens et des militants israéliens de gauche, qui formèrent un comité de soutien avec Bir Zeit et s'introduisirent, trois jours après la fermeture, dans l'enceinte de l'université pour y tenir une cérémonie symbolique de réouverture. Une lutte conjointe s'organisa progressivement entre Israéliens et Palestiniens avec notamment des manifestations à Ramallah, où l'armée utilisa des gaz lacrymogènes – une première à l'encontre de manifestants juifs – et où des dizaines de participants furent arrêtés. L'attention des médias se révéla importante principalement en raison du caractère totalement nouveau des protestations. Jamais auparavant Palestiniens et Israéliens n'avaient manifesté sous une même bannière et les contacts entre les deux populations étaient restés extrêmement limités. Pendant les quatre années qui suivirent, le comité organisa des dizaines d'autres manifestations et actions de sensibilisation en Israël.

Bien qu'aucun parti ne fut officiellement lié au comité, celui-ci comptait de nombreux membres du parti communiste, du parti *SHELI*, certains sionistes de gauche, ainsi que des militants du *Matzpen*, ce qui en fit, pendant un temps, « la combinaison la plus large et la plus unifiée de forces jamais rassemblées à gauche de *Shalom Ah'chav* »¹⁴. Daniel Amit, figure centrale du comité, aurait déclaré un jour à ce propos : « Nous avons besoin des communistes pour leur nombre, des antisionistes pour leur activisme, et des sionistes de gauche pour leur légitimité »¹⁵. Cette mixité politique constitua, il semble, une des caractéristiques les plus surprenantes du comité, et un de ses atouts majeurs pour mobiliser des militants venus d'horizons différents. Pour la première fois, la dénonciation de l'occupation et des conditions humanitaires qu'elle engendrait en Cisjordanie et à Gaza n'était plus la seule affaire des anti- ou des non sionistes. *Shalom Ah'chav* et le « Comité de solidarité avec Bir Zeit » joignirent leurs efforts à certaines périodes, notamment suite aux confrontations sanglantes de février et mars 1982. Il semble que le premier ne pouvait plus se contenter, en tant que mouvement pacifiste, de demander un retrait des territoires sans prêter attention aux initiatives nouvelles établissant une résistance sur le terrain avec des Palestiniens. Les liens établis entre Bir Zeit et certains sionistes de gauche proches ou membres de *Shalom Ah'chav* contribuèrent sûrement à pousser l'organisation vers ce qui peut être considéré comme une radicalisation.

Le 5 juin 1982, Israël lança l'opération « Paix en Galilée » et envahit le Liban dans le but d'éradiquer l'OLP qui y avait trouvé refuge. Le « Comité de solidarité avec Bir Zeit » décida de se transformer en « Comité contre la guerre au Liban » et lança le 26 juin 1982, un appel à une mobilisation nationale contre la guerre. Les vingt mille Israéliens qui répondirent présent montrèrent à quel point l'opposition avait dépassé les cercles de militants dévoués qui se mobilisaient régulièrement autour de Bir Zeit. *Shalom Ah'shav* prit également position contre la guerre et lança, début juillet, un appel à manifester qui rassembla plus de cent mille participants. Mais, pour garder sa popularité, le mouvement continua, selon Tamar Hermann à « manifester son allégeance aux valeurs

¹⁰ Ce mouvement est apparu suite à la conquête des territoires palestiniens (bien qu'il n'ait été fondé formellement qu'en 1974 par le rabbin Kook) pour promouvoir l'établissement de colonies juives sur tout le territoire contrôlé par Israël. Pour plus de précisions, se reporter à Ian S. Lustick 1988. *For the Land and the Lord. Jewish Fundamentalism in Israel*. Council of Foreign Relations Press.

¹¹ Petit parti israélien antisioniste apparu dans les années 70 d'une scission avec le parti Communiste.

¹² Dans un document non daté cité par Reuven Kaminer que l'auteur identifie comme écrit aux alentours de mars 1980, on peut même lire : « La Paix Maintenant n'a jamais demandé un retour aux frontières de 67 ni la création d'un État palestinien. Le principal intérêt du mouvement est la sécurité de l'État d'Israël ». Reuven Kaminer. 1996. *Op. cit.*, p.24.

¹³ Une nouvelle division de l'armée israélienne chargée de s'occuper de certains aspects administratifs de l'occupation.

¹⁴ Reuven Kaminer. *Op. cit.*, p.34.

¹⁵ Propos rapportés par Michel Warschawski dans un texte paru à l'occasion du décès de Daniel Amit : « Architect of Unity :Daniel Amit (1938-2007) ». 7 novembre 2007.

collectives centrales et [à] conserver un caractère légal»¹⁶. Cela passait par exemple par un désaccord de principe avec l'objection de conscience et avec le fait de critiquer ouvertement l'armée comme le faisait alors le mouvement *Yesh Gvul* (« Il y a une frontière/limite »), créé pour soutenir les soldats refusant de servir au Liban, puis plus tard dans les territoires occupés. Ce mouvement devint d'ailleurs à cette période l'un des principaux « concurrents » de *Shalom Ah'shav*.

La guerre du Liban fut une période de mobilisation sans précédent en Israël¹⁷ qui marqua de façon décisive l'histoire militante du pays et cela pour plusieurs raisons. C'était tout d'abord la première fois qu'un réel mouvement de masse émergeait. En septembre 1982, le massacre perpétré par les Phalangistes à Sabra et Chatila avec le soutien de l'armée israélienne amena une foule de quatre cent mille personnes dans la rue, ce qui représentait à l'époque presque 10 % de la population du pays. Parmi les manifestants, un large nombre n'avait jamais participé à une telle protestation. Cette affluence s'explique tout d'abord par le fait que la guerre du Liban constituant la première guerre « choisie »¹⁸ d'Israël, elle ne recueillit pas de consensus national et fut d'emblée plus critiquée que les précédentes. De plus, c'était la première fois depuis la guerre d'Indépendance que des soldats, appelés et réservistes, étaient confrontés à la population civile « ennemie », pour une large part des femmes et des enfants. L'empreinte de cette guerre sur l'histoire du militantisme israélien s'explique également par le rôle qu'elle joua dans la prise de conscience, par les Palestiniens, de l'existence d'un « camp de la paix » en Israël. Bien qu'ils aient pu être irrités de constater le pouvoir de mobilisation de cette guerre comparé à celui de leur propre occupation qui durait pourtant depuis plus de quinze ans, ils découvrirent que les Israéliens opposés à leur gouvernement étaient potentiellement nombreux, ce qui contribua certainement à faciliter les collaborations qui virent le jour pendant la première Intifada.

La première Intifada et le développement du militantisme anti-occupation

Avec le déclenchement de la première Intifada, en décembre 1987, de nombreuses organisations firent leur apparition en Israël pour exprimer le refus des violences commises par l'armée et manifester la solidarité avec les Palestiniens, ce que se refusait à faire clairement *Shalom Ah'shav*. Kaminer estime à une trentaine le nombre d'organisations qui, deux mois après le début du soulèvement, avaient pris un rôle actif dans la protestation contre la répression de l'Intifada¹⁹. Avishai Margalit affirme de son côté que quarante-six groupes pouvaient, en 1988, « être considérés comme plus radicaux que *Shalom Ah'shav* »²⁰ et Naomi Chazan avance, elle, le chiffre de cent soixante-dix groupes distincts en 1989 dans le camp de la paix²¹. Mordechai Bar-On, dans son étude sur le mouvement *Shalom Ah'shav*, critique ces estimations et précise que la plupart des organisations de paix existant pendant la décennie 80 étaient des groupes de coexistence dont le but était d'améliorer les relations entre Israéliens juifs et arabes²². Quoi qu'il en soit, la première Intifada a constitué un tournant incontestable dans l'histoire du mouvement anti-occupation en Israël et s'est caractérisée d'une part par l'apparition de nombreuses organisations de défense des droits de l'homme que nous ne détaillerons pas ici²³ et par celle de groupes de protestation tels que ceux que nous allons évoquer à présent.

Les groupes *Daï La'Kibush* (« Halte à l'occupation ») et *The 21st Year* (« La 21^e année ») furent probablement parmi les plus représentatifs de cette catégorie. Le premier apparut en juin 1987, à l'initiative d'intellectuels de la gauche non- ou antisioniste (parti communiste, SHASI – Gauche socialiste israélienne, ligue communiste révolutionnaire, etc.). Il fut le groupe le plus dynamique pendant la première année de l'Intifada malgré des effectifs restreints et le fait qu'il ne devint jamais une organisation formelle. Son répertoire d'actions allait de l'organisation de veillées devant la résidence du Premier Ministre à celle de visites en territoires

¹⁶ Tamar Hermann. 2002. *Op. cit.*, p. 101.

¹⁷ Nous ne détaillerons pas les mouvements formés à l'occasion de la guerre du Liban, les revendications concernant un retrait des troupes israéliennes de ce pays et non pas des territoires occupés bien que, souvent, les deux furent liées.

¹⁸ Par opposition aux guerres dans lesquelles Israël fut attaquée et pour lesquelles on a coutume d'utiliser l'expression *Ein Breh'a* (« Il n'y a pas le choix »).

¹⁹ Reuven Kaminer. 1996. *Op. cit.*, p.47.

²⁰ Avishai Margalit. 1998. *Views in Review: Politics and Culture in the State of the Jews*. New York : Farrar, Straus and Giroux. p. 157.

²¹ Naomi Chazan. 1991. *Op. cit.*, p. 153.

²² Mordechai Bar-On. 1996. *Op. cit.*, p. 183.

²³ Il s'agit notamment de *Ha'Moked* (« Le centre d'appel ») organisation de défense des droits de l'homme fondée en 1988 pour venir en aide aux Palestiniens victimes de violation des droits de l'homme ; *B'Tselem*, créée en 1989 pour devenir le « Centre israélien d'information pour les droits de l'homme dans les territoires occupés » ; les « Médecins pour les droits de l'homme » (1989) ; ICAHD (« Comité israélien contre la démolition de maisons ») ; ou encore les « Rabbins pour les droits de l'homme » (1988). Notons que ces deux derniers groupes, classés ici parmi les organisations de défense des droits de l'homme se distinguent par le fait qu'elles organisent également des actions de désobéissance civile faisant appel à des volontaires de l'extérieur.

palestiniens, en passant par la distribution de brochures politiques, l'écriture de pétitions, et des manifestations en Israël. L'une des caractéristiques les plus marquantes du groupe fut de permettre le développement de contacts des deux côtés de la ligne verte grâce aux visites dans les villages et aux rencontres avec des militants palestiniens. Chaque semaine, un à deux bus d'Israéliens se rendaient dans les territoires pour visiter villages et camps de réfugiés. Des rencontres étaient également organisées au domicile de militants, et des Palestiniens étaient invités à parler de leur vie sous occupation. Kaminer note que « la taille et la profondeur des contacts israélo-palestiniens étaient sans précédent et devinrent une nouvelle caractéristique remarquable de l'activité de protestation »²⁴.

Le 4 juin 1988, lors d'une manifestation à l'occasion du vingt et unième anniversaire de l'occupation plusieurs centaines de manifestants défilèrent sous la bannière d'une nouvelle organisation, *The 21st Year*. Celle-ci se distinguait particulièrement par la publication d'un manifeste intitulé « Convention pour la lutte contre l'occupation » (*Amanah leMa'avak neged ha'Kibush*), principalement rédigé par Hanan Hever, et Adi Ophir, destiné à montrer que l'occupation avait de sérieuses conséquences sur la société israélienne et sur divers aspects de la vie en Israël parmi lesquels l'économie, le droit, la culture, la manière de parler, l'éducation, etc. Il rejetait les formes traditionnelles de protestation arguant qu'elles aussi étaient entachées par l'occupation : « Les modèles de protestation acceptables contre l'occupation sont circonscrits par le consensus et les moyens sont limités aux frontières dans lesquels les enferme le 'système d'occupation'... le bel Israélien tire, pleure, proteste et continue à collaborer avec le système d'occupation »²⁵. Cette phrase visait assez clairement *Shalom Ah'shav* (dont Adi Ophir avait, pendant un temps, fait partie) qui, tout en rejetant fermement l'objection de conscience ou même le refus sélectif²⁶, critiquait en effet les actions menées par l'armée dans les territoires palestiniens. Ses militants étaient souvent raillés, dans les rangs des autres groupes, pour être des soldats loyaux pendant leurs périodes de réserve et manifester ensuite, une fois revenus à la vie civile, contre le type d'actions qu'ils avaient été amenés à conduire dans les territoires. Les partisans de la « Convention » appelaient au contraire à ce que les Israéliens opposés à l'occupation soient prêts à « payer un prix personnel » pour leur engagement. Ils reçurent des soutiens étonnamment nombreux de la part d'intellectuels, d'académiciens et d'étudiants, et au printemps 1988, ils annoncèrent dans un tract avoir recueilli mille deux cent cinquante signatures. Ses membres s'employèrent alors à proposer des applications pratiques aux engagements énoncés dans le document de départ. Par exemple, le 25 mai 1989, *The 21st Year* organisa un rassemblement de solidarité avec des Palestiniens dont les maisons devaient être démolies, près de Qalqilya. Vingt-sept militants furent arrêtés pour « incitation à la rébellion » et l'un des policiers qui témoigna devant la cour déclara : « De nombreux Israéliens de tous bords politiques ont pris l'habitude d'entrer dans les territoires et de prendre la loi entre leurs mains. (...) Le fait que des Juifs d'Israël viennent assister l'Intifada et contribuent à la détérioration rapide de la situation en Samarie constitue un crime grave »²⁷. Ces paroles témoignent du défi que constituait la protestation conjointe à l'époque. Néanmoins, le groupe qui se proposait de développer la désobéissance civile et de « payer un prix personnel » cessa ses activités assez vite après cette action qui avait pourtant constitué un indéniable succès médiatique.

Shalom Ah'shav critiqua à cette époque la tendance de la gauche à organiser des activités qui visaient surtout à « défouler » les militants mais qui, de par leur taille, ne pouvaient pas influencer le public israélien. Il organisa sa première manifestation à peine deux semaines après le début de l'Intifada et celle-ci rassembla environ mille cinq cents participants, bien peu en comparaison aux protestations liées à la guerre du Liban mais beaucoup plus que ce que les petits groupes étaient capables de faire en joignant leurs efforts. Reuven Kaminer rapporte que l'une des tactiques de ces derniers pour concurrencer *Shalom Ah'shav* était d'organiser des manifestations indépendantes avant celles du grand mouvement et de le rejoindre ensuite sous une bannière et avec des slogans spécifiques. C'était là une occasion de distribuer des tracts pour tenter d'attirer de nouvelles recrues, ce qui ne plaisait pas toujours aux organisateurs mais ne provoqua jamais de réels affrontements²⁸. *Da' La'Kibush* et *The 21st Year*, malgré leur marginalité politique et leur public restreint, ont ainsi contribué à remettre en question l'hégémonie de *Shalom Ah'shav* dans le mouvement pacifiste israélien. Bien que le message de celui-ci resta à peu de choses près le même avant et après la seconde Intifada, le mouvement commença en effet à lier des

²⁴ Reuven Kaminer. *Op. cit.*, p.52.

²⁵ Traduction de la version en hébreu de la « Convention ».

²⁶ Le refus sélectif renvoie au fait d'accepter de servir uniquement à l'intérieur des frontières reconnues d'Israël (et non au-delà de la Ligne verte ou au sud Liban).

²⁷ Michael Rotem. « In Jail. Anti-occupation protesters stay in custody ». Article paru le 29 mai 1989 dans un journal anglophone non-identifié (archives scannées sur www.israeli-left-archive.org).

²⁸ Reuven Kaminer. 1996. *Op. cit.*, p. 224. Note n°1.

contacts avec des Palestiniens²⁹ et à organiser des visites en Cisjordanie, chose qui aurait été inenvisageable quelques années plus tôt.

La première Intifada fut donc une période de changements notables dans les mobilisations israéliennes contre l'occupation. À la différence des années succédant la conquête des territoires, principalement caractérisées par des initiatives visant à l'instauration de frontières sûres, et à celles de la guerre du Liban orientée vers le retrait des troupes israéliennes de ce pays, la protestation désignait clairement l'occupation, et critiquait le gouvernement pour les actes commis dans la répression de la révolte palestinienne. Fin 1992, les mesures coercitives menées par Yitzhak Rabin, alors Premier Ministre, contre la population des territoires occupés, amenèrent des militants israéliens à installer une « tente de protestation » devant le bureau de ce dernier, à Jérusalem. Ils critiquaient les groupes pacifistes de l'époque pour leur manque d'opposition au gouvernement et ils décidèrent de former, sous l'impulsion du militant de longue date Uri Avnery³⁰, *Gush Shalom* (« Bloc de la Paix ») qu'ils voulaient « peacer than Peace Now »³¹.

Oslo, l'amer passage du militantisme au dialogue

La signature de la Déclaration de principes de reconnaissance mutuelle Israël/OLP en 1993 marqua l'entrée du mouvement anti-occupation israélien dans une nouvelle phase qui allait, en quelques années, bouleverser sa structuration toute entière. La poignée de mains entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin devant la Maison Blanche suscita un espoir immense chez un grand nombre d'Israéliens et de Palestiniens. Après des années d'affrontements, l'établissement d'une paix durable entre les deux peuples n'avait jamais semblé aussi proche et soudainement, et pendant quelques mois, une atmosphère propice au dialogue s'installa véhiculant l'idée que les deux côtés devaient apprendre à vivre ensemble. On assista ainsi à une explosion de ce que Rabinowitz nomme ironiquement « l'industrie du dialogue »³² et des sommes d'argent énormes données par les gouvernements étrangers servirent à financer ce genre d'initiatives.

Les militants qui avaient été engagés avant Oslo dans la dénonciation de la répression à l'Intifada, dans les groupes de défense des droits de l'homme, ou même dans les manifestations de *Shalom Ah'shav*, furent les grands invisibles de cette période, ce qui témoigne des efforts faits, au niveau étatique, pour marginaliser le « mouvement pour la paix » et le dissocier du « processus de paix ». Tamar Hermann relate qu'en juillet 1994, lorsqu'Yitzhak Rabin alla signer la déclaration à Washington, il emmena douze Israéliens avec lui rappelant les douze tribus d'Israël et censés symboliser la diversité israélienne. Il y avait parmi eux une mère endeuillée, un ancien soldat combattant, une victime d'attentat, etc. mais aucun représentant du camp de la paix, ce qui selon elle, « illustre la situation intensément frustrante dans laquelle le mouvement s'est trouvé après le lancement du processus d'Oslo : les décideurs israéliens officiels avaient adopté exactement l'agenda pour lequel le mouvement s'était battu pendant des années (...). Or, ils n'ont donné au mouvement aucun rôle dans ce processus »³³. Cela peut contribuer à expliquer l'inertie dans laquelle se sont trouvés nombre d'initiatives militantes à cette période.

Par ailleurs, bien peu de ceux qui avaient participé à des protestations contre l'occupation ou à des actions de solidarité avec les Palestiniens se retrouvaient dans l'esprit des projets de coexistence valorisés à l'époque, qui étaient fortement empreints de sionisme, se voulaient « apolitiques » et laissaient pour cela de côté toutes les sources potentielles de tensions – en fait les questions de fond susceptibles de faire échouer les accords (question des réfugiés, statut de Jérusalem, etc.) – pour ne s'intéresser qu'à la vie quotidienne, la culture, les traditions, etc.³⁴ L'engagement « pacifiste » était donc passé, entre la première Intifada et la période d'Oslo, d'un militantisme dénonçant la situation politique et les problèmes spécifiques rencontrés par la population arabe des territoires occupés (la torture ; la destruction de maisons ; la difficulté d'accès aux soins, etc.) à des initiatives visant à promouvoir la réconciliation entre Israéliens et Palestiniens dans la perspective d'un avenir commun, sous-entendant ainsi que les injustices précédemment combattues avaient été abolies. Or, les années qui suivirent les accords d'Oslo furent très difficiles, particulièrement pour les Palestiniens vivant dans les territoires occupés. La Cisjordanie et Gaza furent divisés en zones, des checkpoints militaires apparurent et un système de permis fut

²⁹ Notamment Fayçal Hussein, qui fut placé suite à cette rencontre en détention administrative ce qui poussa *Shalom Ah'shav* à se mobiliser en faveur de sa libération. En général, *Shalom Ah'shav* se lia avec des leaders politiques palestiniens, du Fatah principalement mais développa peu d'autres contacts.

³⁰ Éditorialiste de l'hebdomadaire *HaOlam HaZeh* (« Ce monde-ci ») de 1953 à 1993, et député à la Knesset de 1965 à 1973 puis de 1979 à 1981.

³¹ Site internet du *Gush Shalom*. URL : http://zope.gush-shalom.org/home/en/about/general_info Consultée le 28 août 2008.

³² Dany Rabinowitz. « Natives with jackets and degrees: Othering, objectification and the role of Palestinians in the co-existence field in Israel ». *Social Anthropology*. 2000. Vol.9. No.1, p. 65-80.

³³ Tamar Hermann. *Op. cit.*, p. 94-95.

³⁴ Dany Rabinowitz. 2001. *Op. cit.*, p. 77.

mis en place pour contrôler les déplacements de millions de civils palestiniens³⁵. On fit venir des centaines de milliers de travailleurs étrangers en Israël pour remplacer progressivement les Palestiniens employés dans le bâtiment, dans les champs, dans les services, ce qui provoqua une augmentation sans précédent du chômage dans les territoires occupés.

De plus, des événements dramatiques vinrent dégrader encore la situation. Le 25 février 1994, Baruch Goldstein, un colon de Kyriat Arba, entra dans le caveau des Patriarches à Hébron et massacra vingt-neuf musulmans en prière. Cette tragédie aurait pu être l'occasion pour le gouvernement israélien d'évacuer les colons de Hébron, chose qu'il cherchait à faire depuis leur installation, mais au lieu de cela Yitzhak Rabin, alors Premier Ministre, prit la décision de mettre la population palestinienne sous couvre-feu « pour éviter les représailles ». Cette décision ne fit que renforcer l'ambiguïté israélienne sur la question de la colonisation, dont l'abandon n'était certes pas stipulé comme condition dans les accords d'Oslo mais qui aurait pu sembler un préalable nécessaire à l'instauration d'une « paix juste, durable et globale ». Au contraire, entre 1993 et 2001, la population juive dans les territoires (hors Jérusalem) passa de 110 000 à 213 000³⁶. Le 4 novembre 1995, Yitzhak Rabin fut assassiné par un militant d'extrême-droite religieux et en 1996, Benyamin Netanyahou fut élu Premier Ministre sur le slogan « Bibi³⁷ est bon pour les Juifs ». Le nombre d'attentats contre la population juive augmenta à cette période considérablement, de même que la répression israélienne dans les territoires³⁸. Trois ans après la signature des accords d'Oslo, la paix s'effritait de jour en jour et avec elle le mouvement pacifiste. Le sommet de Camp David en juillet acheva d'enterrer tout espoir. En adoptant le discours de Barak désignant Arafat comme seul responsable de l'échec des négociations, la majorité des Israéliens tint ce dernier coupable d'avoir préféré la guerre à la paix. Plusieurs témoignages, notamment ceux de personnalités ayant participé au sommet, ont depuis remis en question la vision des « offres généreuses » rejetées par le leader palestinien³⁹ mais celle-ci est demeurée solidement ancrée parmi la population israélienne. Il n'est pas étonnant, dans ce contexte, que le soulèvement populaire palestinien qui débuta à l'automne 2000 fut vécu par nombre d'entre eux comme une trahison, comme un rejet de la paix et même comme une remise en question du droit d'Israël à exister. La gauche jusque-là favorable aux compromis et au dialogue ne fut pas épargnée par cette tendance et sa déception vis-à-vis des Palestiniens sembla d'autant plus forte que ses espoirs de parvenir enfin à la paix avaient été grands au moment d'Oslo. Du côté palestinien, la rancune due au sentiment d'être désignés comme uniques responsables de l'échec du processus, ne cessa d'augmenter à l'égard de ceux qui leur avaient fait croire en la paix. Ce n'est qu'avec la seconde Intifada que les mobilisations contre l'occupation reprirent mais le mouvement de masse, celui qui avait été capable de mobiliser des centaines de milliers d'Israéliens une quinzaine d'années plus tôt, était mort et enterré.

La seconde Intifada, de nouvelles formes d'engagement ?

La seconde Intifada se caractérisa plus qu'aucune autre période du conflit israélo-palestinien par des transgressions mutuelles : attentats suicide de terroristes palestiniens sur le sol israélien et répression (invasions de villes, couvre-feux, bouclages, etc.) menés par Tsahal dans les territoires occupés. L'une des conséquences les plus immédiates de cette situation fut le développement, côté israélien, d'une peur sans précédent : emmener les enfants à l'école, aller faire les courses, ou sortir au restaurant devinrent des activités génératrices d'angoisses car parfois il ne se passait pas une semaine sans qu'une bombe n'explose. Un autre des effets de cette situation fut de réduire quasiment à néant le peu de contacts qui existait jusque là entre Arabes et Juifs : parmi les seconds, ceux qui avaient l'habitude de se rendre dans les territoires cessèrent leurs visites ; les employés palestiniens se virent restreindre voire enlever les possibilités de passage en Israël et la plupart des projets de coexistence sombrèrent dans l'oubli. *Shalom Ah'shav*, pour sa part, resta longtemps silencieux. Au fil des années, l'organisation était devenue, plus qu'un mouvement militant, un organe d'expertise d'une colonisation qui n'avait eu de cesse de gagner du terrain pendant toute la décennie précédente⁴⁰. Ses activités sur le terrain se sont

³⁵ Cf. Blandine Destremau. « Fragmentation territoriale et problème d'intégration : le cas palestinien ». In Luc Cambrezy, Joël Bonnemaïson et Laurence Quinty-Bourgeois. 1999. *La nation et le territoire*. Paris : L'Harmattan.

³⁶ Alain Dieckhoff et Rémy Leveau. 2003. *Israéliens et Palestiniens. La guerre en partage*. Paris : Balland. p. 9.

³⁷ Surnom de Benyamin Netanyahou en Israël.

³⁸ Entre 1993 et 2000, 171 civils israéliens furent victimes d'attentats. Pendant la même période, 385 civils palestiniens furent tués par l'armée israélienne. Cf. Sylvain Cypel. *Op. cit.*, p. 233.

³⁹ Notamment Robert Malley qui était à l'époque l'un des organisateurs américains du sommet. Celui-ci a publié plusieurs articles dénonçant l'unilatéralité des accusations. Voir notamment un article écrit avec Hussein Agha. « Camp David : the Tragedy of Errors ». *The New York Review of Books*. August 2001. Vol 48. N°13. Voir également les analyses de Charles Enderlin décrivant le déroulement des négociations : Charles Enderlin. 2002. *Le rêve brisé : Histoire de l'échec du processus de paix, 1995-2002*. Paris : Fayard.

⁴⁰ Il a ainsi mis en place un « projet de surveillance des colonies » pour recenser les colonies existantes, en expansion et les avant-postes illégaux.

faites de plus en plus restreintes que ce soit en Israël, où la dernière mobilisation de masse remonte aux manifestations pour le désengagement de Gaza en 2005, ou dans les territoires où le groupe n'organise plus guère que quelques visites.

Devant l'étanchéité de la frontière mentale qui s'érigait entre Palestiniens et Israéliens, des militants juifs et arabes israéliens décidèrent de créer le groupe *Ta'ayush* (« coopération » en arabe) pour apporter une réponse politique à une situation humanitaire qui se détériorait de jour en jour. Les habitants des territoires occupés subissaient à cette période couvre-feux, bouclages et incursions de l'armée à répétition, et le groupe organisa ainsi des convois de nourriture, de vêtements, de couvertures ou de médicaments, auxquels participèrent régulièrement des centaines d'Israéliens. Chaque activité nécessitait une coordination de plusieurs semaines avec les représentants des villages concernés de manière à assurer la sécurité des volontaires. En ce début de seconde Intifada, en effet, il n'était absolument pas évident pour des militants juifs de se rendre en Cisjordanie et le véritable aboutissement de *Ta'ayush* fut de permettre ces passages vers un autre côté que tout désignait à l'époque comme le mal absolu et de politiser ainsi par ce biais des personnes au départ plus sensibles à l'aspect humanitaire des actions proposées qu'à leur dimension politique. Les confrontations avec l'armée, qui tentait souvent d'empêcher l'arrivée des militants jusqu'au village, ainsi que la simple rencontre avec des Palestiniens désireux de les accueillir, furent en effet à l'origine de questionnements idéologiques profonds chez de nombreux participants qui s'en trouvèrent radicalisés par rapport à leurs positions initiales.

Lorsque l'idée de construire une barrière destinée à séparer physiquement Israël des Palestiniens fut mise en application⁴¹ par le gouvernement Sharon en 2003, peu de militants mesuraient encore l'impact qu'aurait cet ouvrage sur la configuration de la région et la place qu'il prendrait dans le champ anti-occupation. Le tracé resta inconnu plusieurs mois après l'annonce de la construction, puisque le gouvernement israélien ne le publia officiellement qu'en 2004, et il leur fut longtemps difficile d'appréhender mentalement un tel bouleversement écologique mais surtout politique. En avril 2003, alors que le village de Mash'a faisait face à la confiscation progressive de ses terres par la construction de la barrière, deux tentes furent installées pour permettre à ceux qui le désiraient (Palestiniens, Israéliens et internationaux) de venir s'informer sur le mur et de préparer ensemble les futures actions de protestation. À partir de juillet 2003, les premières manifestations conjointes furent menées dans ce même village puis elles se propagèrent à d'autres, touchés eux aussi par la barrière. Les Israéliens y participant furent rapidement appelés les « Anarchistes contre le mur » par les médias en raison de l'appartenance de certains d'entre eux, les plus remarquables, au milieu alternatif punk, queer, et antispéciste de Tel-Aviv. Ce groupe est l'un des plus petits qu'ait jamais compté la scène militante israélienne mais il est aussi aujourd'hui l'un des plus actifs et celui qui attire l'attention régulière des médias. En plus de prendre part aux manifestations organisées par les Palestiniens⁴², les Anarchistes se joignent en effet parfois à eux pour des actions directes non-violentes (blocage de routes interdites aux habitants arabes des territoires occupés ; démontages de structures de bétons placées par l'armée à l'entrée d'un village et destinés à en bloquer l'accès, etc.) et organisent également des activités à l'intérieur d'Israël, destinées à sensibiliser, souvent de manière provocante, le public sur la question de l'occupation (collages d'affiches de nuit ; distribution de documents politiques ; véloruptions⁴³, etc.). Ils donnent donc de nombreuses occasions de faire parler d'eux, la plupart du temps sur un mode hostile qui n'est pas pour leur déplaire, contrairement à d'autres groupes à la recherche permanente de légitimité.

Leur répertoire d'actions a par ailleurs un potentiel de visibilité d'autant plus élevé qu'il donne lieu à des confrontations souvent violentes avec l'armée et la police israéliennes. L'une des raisons d'être de la présence d'Israéliens dans les manifestations contre la barrière est en effet aussi de servir de boucliers humains pour éviter que les forces de l'ordre n'utilisent les moyens de répression destinés aux seuls Palestiniens (notamment les balles réelles). Ils sont néanmoins confrontés à des tirs de gaz lacrymogènes, de grenades assourdissantes et de balles en caoutchouc, les dernières ayant déjà causé de nombreuses blessures sérieuses, ainsi qu'au risque d'arrestation et de condamnation pénale. Les manifestants utilisent donc leur corps comme un instrument de lutte pour résister physiquement, enfreindre des interdictions mais aussi comme un outil dénonciation de la violence légitime exercée par l'adversaire, qui est ici l'armée israélienne : le nombre de blessés, la gravité des blessures,

⁴¹ Cette idée avait été évoquée en premier lieu par les travaillistes dans les années 90.

⁴² À certaines périodes, ce sont deux voire trois manifestations palestiniennes par semaine auxquelles se joignent des « Anarchistes contre le mur » (parfois une poignée d'entre eux) et cela sans compter les autres activités militantes. Cette capacité de mobilisation s'explique par le fait que ces militants appartiennent souvent à des milieux à fort « potentiel de temps libre », comparables à ceux décrits par Mac Carthy et Zald pour « les professionnels de la contestation ». John D. McCarthy et Mayer N. Zald. "Resource Mobilization and Social Movements: A Partial Theory". *American Journal of Sociology*. 1977. Vol. 82. N° 6. p. 1212-1241.

⁴³ Traduction française de l'expression anglaise « critical mass », qui désigne un rassemblement important de cyclistes en centre ville, destiné à ralentir fortement la circulation et véhiculant parfois un message politique.

la violence de la répression sont autant de preuves de la brutalité du régime d'occupation que les manifestants brandissent.

La dépacification qui a caractérisé les mobilisations des « Anarchistes » et, dans une moindre mesure, de *Ta'ayush*, est souvent analysée comme la preuve d'une radicalisation des militants de la seconde Intifada qui seraient de moins en moins nombreux mais de plus en plus déterminés et violents. Si le fait que les effectifs soient en diminution constante semble difficilement contestable, il m'apparaît néanmoins important de nuancer la seconde affirmation. Tout d'abord parce que les deux éléments sont liés : moins il y a de protestations, plus celles-ci se doivent de prendre un caractère sensationnel pour espérer trouver un écho. La disparition du mouvement de masse et l'inertie dans laquelle s'est trouvé le camp de la paix ont ainsi contribué au développement de modes d'action plus subversifs et plus transgressifs. De plus, le degré de provocation et de combativité des actions menées est à replacer dans le contexte des années 2000, lui-même caractérisé par une forte militarisation du conflit et par une tendance à la criminalisation des initiatives de résistances conjointes, non plus sur un plan légal comme ce fut le cas entre 1986 et 1993, mais sur un plan stratégique⁴⁴. Sans aller jusqu'à affirmer que la radicalité des protestations et des acteurs mobilisés est proportionnelle à la violence de la répression, on peut tout de même supposer qu'une dynamique de réciprocité n'est pas à négliger dans l'analyse de l'évolution du militantisme israélien.

Par ailleurs, toutes les initiatives militantes de la seconde Intifada – et elles furent relativement nombreuses – n'ont pas développé ces formes de protestation inspirées des registres de l'action directe non-violente et de la désobéissance civile. Certains groupes ont même tenté de maintenir une position relativement consensuelle, en s'appuyant sur des *cadres* culturellement *résonants* pour reprendre la terminologie de Snow et Benford⁴⁵. Ainsi *Machsom Watch* (mélange de l'hébreu *machsom* : barrage et de l'anglais *watch* : observer), créé par des femmes pour surveiller le comportement des soldats aux *checkpoints*, mobilise un discours sur la défense des droits de l'homme susceptible d'être entendu d'un point de vue plus humanitaire que politique. *Ha'Ometz Lesarev* (« Le courage de refuser ») groupe de Refuzniks qui, de 2002 à 2005, se chargea de collecter les signatures d'Israéliens refusant de servir dans les territoires occupés, insistait sur le profond sionisme de ses membres, sur leur attachement à l'armée israélienne et leur croyance dans sa moralité. Enfin *Shovrim Shtika* (« Briser le silence ») est une organisation qui recueille, depuis 2005, des témoignages de soldats ayant servi pendant la seconde Intifada dans les territoires occupés sans toutefois appeler au refus et qui tente d'alerter, par le biais de tours, sur la situation humanitaire catastrophique des Palestiniens vivant dans le secteur H2⁴⁶ d'Hébron. Ces trois groupes ont fait l'objet de critiques de la part d'autres militants anti-occupation qui leur reprochaient souvent leur manque de coopération avec les Palestiniens, ainsi qu'un certain machisme et un attachement aux valeurs militaires pour les deux derniers. Quand à *Machsom Watch*, composé exclusivement de femmes, on lui reprocha de chercher à « humaniser les *checkpoints* » au lieu d'en combattre l'existence.

Il semble intéressant de noter que ces trois organisations donnèrent chacune naissance à de nouvelles initiatives militantes. D'anciens membres d'*Ha'Ometz Lesarev* s'associèrent à des Palestiniens qui avaient lutté pour leur libération nationale pour créer en 2005 le groupe des « Combattants pour la paix ». Proches au départ d'un groupe de dialogue, ils ont rapidement participé et même organisé des activités de solidarité dans les territoires occupés. Du côté de *Shovrim Shtika*, on a pu constater la création, par quelques membres, d'un petit groupe ad hoc, *Bnei Avraham* (« Les fils d'Abraham ») dans le but d'organiser des actions de terrain avec les Palestiniens. Celui-ci est extrêmement restreint dans ses effectifs comme dans ses activités mais il témoigne encore une fois d'une volonté de dépasser la séparation imposée entre Israéliens et Palestiniens. Enfin, *Machsom Watch* a connu un développement inverse puisque certaines de ses militantes furent à l'origine de la naissance d'une organisation institutionnalisée : *Yesh Din* (« Il y a une justice »). Comprenant des volontaires mais aussi une équipe de professionnels spécialisés, cette ONG se charge d'aider les Palestiniens des territoires à lutter sur le plan légal contre les injustices et les violations des droits de l'homme dont ils sont victimes. Bien que la coopération ne soit pas aussi horizontale que dans le cas des « Combattants pour la paix » par exemple, le grand changement entre *Machsom Watch* et *Yesh Din* a été de passer des *checkpoints* où les volontaires sont en position d'observatrices aux villages, où ils/elles sont accueillis en hôtes par les Palestiniens dont ils viennent recueillir les témoignages. C'est donc à la période où la volonté de séparation atteint son paroxysme avec la

⁴⁴ L'usage de la « zone militaire fermée » pour interdire la présence d'une certaine catégorie de personnes dans une zone donnée date certes des années 50 mais il a été fortement répandu pendant la seconde Intifada pour contrôler et tenter d'empêcher les actions rassemblant des Israéliens et des Palestiniens.

⁴⁵ David A. Snow et Robert D. Benford. 1988. "Ideology, Frame Resonance and Participant Mobilization". *International Social Movement Research*. Vol 1. p. 197-217.

⁴⁶ La plus grande partie d'Hébron (H1) est sous administration palestinienne, comme toutes les autres villes de Cisjordanie depuis Oslo. La seconde partie (H2) où vivent environ huit cents colons protégés par l'armée et la police ainsi que près de trente mille Palestiniens est sous contrôle israélien.

construction d'un mur/barrière que les contacts entre Israéliens et Palestiniens engagés à des degrés divers contre l'occupation semblent être devenus l'un des éléments centraux de la lutte.

Conclusion

Début novembre 2008, on pouvait lire dans un article du quotidien *Ha'aretz* que l'armée israélienne avait demandé à la police et au *Shin Bet*⁴⁷ de lui fournir des informations sur les militants de gauche se rendant dans les territoires occupés et accusés de « perturber la paix de la région en menant des activités violentes ». Jusqu'à présent, parmi les Juifs israéliens, seuls les activistes d'extrême-droite suspectés de planifier des attentats avaient été l'objet de telles mesures. Le parallèle est intéressant en cela que la violence dont on accuse les opposants à l'occupation n'a rien de comparable avec celle dont se sont montrés capables leurs rivaux, mais surtout car celle-ci ne porte pas nécessairement sur leurs actions les plus génératrices de violence⁴⁸. Des activités comme les récoltes d'olive en territoires occupés ou les tours à Hébron sont aussi désignées comme subversives et dangereuses. Au mois de mai dernier, un officier de police de cette ville avait ainsi décrit les militants de *Bnei Avraham* et de *Shovrim Shtika* comme « plus dangereux que leurs opposants de droite » ajoutant qu'il s'agissait de « loups déguisés en brebis ». Ces exemples sont révélateurs de la manière dont les activités d'opposition à l'occupation et la coopération avec les Palestiniens ont pu être criminalisées ces dernières années. Cela nous amène à dire que la radicalisation prêtée à ces groupes est avant tout le fait d'un travail de labellisation mené par les autorités étatiques ainsi que le produit d'un rapport de force de plus en plus difficile avec l'armée et la police, rendant les répertoires d'actions d'autant plus transgressifs.

Par ailleurs, force est de constater que les revendications des militants anti-occupation se sont heurtées, ces dernières années, à une hostilité croissante qu'il serait intéressant d'analyser plus que nous n'avons pu le faire ici à la lumière de ce que Koopmans et Statham nomment la « structure des opportunités discursive »⁴⁹. Cette expression, inspirée des travaux sur la « structure des opportunités politiques »⁵⁰, désigne les représentations culturelles dominantes avec lesquelles les revendications d'un mouvement social doivent entrer en résonance pour espérer gagner visibilité et légitimité dans l'espace public. Ainsi, à une période comme la seconde Intifada où presque tous les Israéliens ont été touchés de près ou de loin par le terrorisme, ont vécu dans la peur pour eux-mêmes ou pour leurs proches, puis ont constaté avec soulagement une baisse significative des attentats suicide, coïncidant avec la construction de la barrière de séparation⁵¹, la structure des opportunités discursives était très peu favorable à des cadrages évacuant la question de la sécurité au profit d'une opposition de principe avec l'idée de séparation. Ce facteur doit donc être pris en considération pour comprendre la radicalisation dont ont été accusés les militants de gauche.

Le mouvement anti-occupation pourrait être schématisé sous la forme de trois cercles concentriques, le premier représentant le petit noyau de militants très actifs (ceux qui se mobilisent chaque semaine), le second celui des militants potentiellement mobilisables pour des occasions ponctuelles et le troisième celui des sympathisants à la cause qui ne militent pas ou plus activement sauf de manière exceptionnelle (ex : pendant la seconde guerre du Liban ou pour les commémorations de l'occupation). Les effectifs de ces trois cercles sont difficiles à chiffrer, d'autant que beaucoup de militants sont multipositionnés⁵², c'est-à-dire qu'ils gravitent autour de plusieurs groupes et que leurs degrés d'engagement ne sont pas forcément comparables. Ce qui semble néanmoins clair c'est qu'ils ont considérablement diminué pendant et après la période d'Oslo, en particulier dans les deux cercles des « occasionnellement » et « exceptionnellement mobilisables ». En effet, là où les mobilisations contre la première guerre du Liban étaient parvenues à rassembler jusqu'à plusieurs centaines de milliers de personnes, celles qui ont accompagné la seconde à l'été 2006 atteignirent difficilement les quelques milliers de manifestants. Parallèlement, les militants appartenant au petit noyau le plus actif sont plus mobilisés aujourd'hui que jamais. Si les manifestations contre le mur amènent rarement plus de quelques dizaines d'Israéliens, elles se renouvellent néanmoins toutes les semaines, parfois plusieurs fois et en différents lieux. L'« évaporation » du mouvement pacifiste de masse a ainsi donné d'autant plus de visibilité aux mobilisations

⁴⁷ Les services secrets intérieurs.

⁴⁸ Comme les manifestations contre la barrière, violentes du point de vue de la répression de *Tsahal* mais également des incidents survenant en aval comme les jets de pierre auxquels se livrent souvent les jeunes des villages.

⁴⁹ Ruud Koopmans et Paul Statham. 2000. *Challenging Immigration and Ethnic Relation Politics: Comparative European Perspective*. Oxford: Oxford University Press.

⁵⁰ Cf. les travaux de Sydney Tarrow (1994) et de Hanspeter Kriesi (1995).

⁵¹ Nous ne postulons pas ici un rapport de causalité direct entre la baisse des attentats suicides et la construction de la barrière. Nous constatons juste que pour la plupart des Israéliens les deux phénomènes sont liés.

⁵² Pour reprendre une expression utilisée notamment dans une étude sur les militants alter-mondialistes. Cf. Olivier Fillieule *et alii*. « L'altermondialisme en réseaux. Trajectoires militantes, multipositionnalité et formes de l'engagement ; les participants du contre-sommet du G8 d'Evian » In *Politix*. Dossier « Militants de l'altermondialisation ». 2004. Vol 17, p. 68.

ayant une dimension subversives et provocatrices de part leurs revendications, leurs répertoires d'actions, mais aussi et surtout de part une coopération de terrain affichée et revendiquée avec des partenaires palestiniens.



Karine Lamarche est doctorante en sciences sociales à l'École Normale Supérieure et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, et membre du Centre Maurice Halbwachs. Elle prépare une thèse sous la direction de Michel Offerlé, portant sur les mobilisations d'Israéliens contre l'occupation pendant la seconde Intifada. Elle a reçu une bourse de trois mois au CRFJ en 2006 et elle est actuellement ATER à l'Université Lille III.